

# L'Étincelle



*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

**PSA Poissy**

Lundi 30 novembre 2020

## Leur « sécurité globale » dope nos révoltes !

Face à la loi de prétendue « Sécurité globale », ce ne sont pas moins de 70 manifestations qui ont eu lieu le week-end dernier, rassemblant cent trente mille personnes dans les rues selon la police, probablement bien plus. Un raz-de-marée à Paris, et partout des foules compactes. Des pancartes faites maison : « Pas vu pas pris », « floutage de gueule », ou « on vous voit », « Lallement sent Papon » !

### **On en a déjà trop vu**

Trop, c'était trop. D'abord ce projet de loi osant proposer – article 24 – que les journalistes ou toute autre personne ne puissent plus filmer et montrer les violences policières. Sous prétexte que ce serait malveillant ! Et voilà qu'arrivent les images de flics tabassant de jeunes migrants réfugiés et leur volant leurs tentes place de la République à Paris.

Quelques jours plus tard, celles provenant de la vidéosurveillance du studio d'enregistrement de Michel Zecler, producteur de musique – noir – qui se fait longuement passer à tabac... Quinze minutes de coups et d'insultes racistes. Puis on voit le studio pris d'assaut à coups de grenade lacrymogène, grâce à des voisins éberlués par ce déchaînement de violence, qui ont filmé toute la scène. Face aux mensonges éhontés des policiers sur le déroulement des événements, heureusement qu'il y avait des images !

### **De « I can't breathe » à « J'étouffe »...**

Tout ce que Macron a su bredouiller, pour répondre à l'indignation générale, c'est que ces images « nous font honte »... C'est pour ça que son gouvernement veut les interdire ! Car ce sont les images qui cristallisent la révolte, comme aux États-Unis avec la vidéo insoutenable de la mort de George Floyd.

Quant au ministre de l'Intérieur, Darmanin, il parle de révoquer les policiers mis en cause, ils seraient déférés devant la justice. Mais c'est pourtant lui qui est à la tête de la chaîne de commandement et continue à défendre son projet de loi qui leur assure l'impunité. Fin juillet, il osait affirmer : « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe » ! C'est pourtant Cédric Chouviat qui est mort étouffé par les flics en janvier dernier, lors d'un contrôle routier. Sa faute ? Avoir justement voulu filmer son contrôle.

Car ces violences policières n'ont aucun caractère d'exception ou de « bavures »... Elles sont habituelles. On les connaît dans les quartiers populaires,

comme le rappelle l'affaire Théo qui va être jugée prochainement. On les a vécues lors des luttes de ces dernières années contre la loi Travail sous Hollande et Valls, contre les prétendues réformes ferroviaires en 2018, dans les rangs ou aux côtés des Gilets jaunes au cours de l'année 2018, il y a moins d'un an encore contre la réforme de nos retraites, à l'hiver dernier.

### **Insécurité sociale... colères globales**

Cela fait quelques années en effet que les mobilisations s'enchaînent et que le gouvernement y répond par une répression accrue, dont les moyens militaires et légaux se perfectionnent : LBD, grenades lacrymogènes, violences policières, auxquelles s'ajoutent lois, décrets ou règlements plus ou moins légaux destinés à nous dissuader d'aller manifester notre colère et nos exigences. Autant d'atteintes à une liberté d'expression déjà bien entamée pour les classes populaires, ceux détenant les grands médias étant ceux qui en ont les moyens financiers.

Face à la crise sanitaire actuelle, sa gestion catastrophique, le manque de moyens dans les hôpitaux, les salaires amputés, les précaires licenciés, la situation sociale va continuer à se tendre. Les licenciements massifs qui sont annoncés tous les jours sont le signe d'une terrible montée du chômage et d'une baisse drastique de notre niveau de vie.

**En France, comme à l'échelle internationale, la bourgeoisie anticipe les mouvements sociaux qu'elle craint. Mais à force de serrer la vis pour éviter l'explosion sociale, elle ne peut qu'amplifier la colère.**

**On ira jusqu'au retrait, scandaient ce week-end les manifestants. Retrait de l'article 24, retrait de la loi toute entière, retrait du ministre de l'Intérieur et d'autres... et pourquoi pas, retrait de leur sale politique, qui consiste à faire payer la crise aux plus pauvres !**

**Toutes les occasions sont bonnes...**

Montage B2, la direction profite du ralentissement de la production pour rajouter des opérations sur les postes un peu partout. Le but est de les imposer et les valider pour les maintenir quand on repassera en production normale. Mais ces cadences prétendues « normales », on ne les tenait déjà pas avant, on n'y arrivera pas plus après, ni nous ni les intérimaires... On a toutes les raisons de les refuser dès maintenant !

**En tout cas pas question de faire équipe avec elle**

La direction se prépare à monter une 2<sup>e</sup> équipe au Montage et une 3<sup>e</sup> équipe véhicule en Peinture et Ferrage en février. Soit elle fait poirotter des salariés qui ne savent pas où ils vont aller, soit elle les place sans leur demander leurs avis. Nous avons notre mot à dire, pour le faire entendre, le mieux c'est de le crier collectivement.

**C'est surtout la combine qui est bien expérimentée**

Au Montage, alors que la loi exige que ce soit au volontariat, la direction impose des formations en les mettant en plein milieu de la séance. Si on refuse de la faire, on se retrouve à chômer entre 2 séries de voitures, impossible de rentrer chez soi. Des formations souvent bidons : baratin d'un chef, coup de balai, un cours de secourisme déjà fait 10 fois... La direction se fait surtout de l'argent avec ces formations puisque l'État (sur nos impôts) lui verse une indemnité.

**Même les installations sont épuisées...**

Secteur Bac Batterie Peinture, mardi il y a eu trois heures de panne, le lendemain 10 heures de panne... Pour nous ça va sur les lignes mais, de leur côté, les responsables sont inquiets. Pourtant fallait s'y attendre : faire tourner des installations 7j/7, quasiment 24h/24. Avec peu de moyens, peu de personnel en maintenance, c'était prévisible : les installations, comme les salariés, ça les fatigue. Les responsables n'ont qu'à réfléchir... à toutes leurs responsabilités.

**Des chefs prêts à tout pour se faire bien voir**

Au Bac Batterie Peinture, pour rattraper les pertes suite aux pannes, des grands chefs ont menti à des salariés en leur faisant croire qu'il y avait 30 minutes supplémentaires obligatoires à faire vendredi soir dernier. 30 minutes pour rattraper 13 heures de pannes ! Qu'importent les conséquences : certains salariés ont galéré pour retourner chez eux en transports ou en co-voiturage, voire ont dû prendre leur voiture avec péage...

Tout ça pour booster la carrière de certains chefs...

**Chienchien de la bourgeoisie recherche son maître**

Sur BFM TV, l'ancien ministre du « redressement productif » de Hollande, Arnaud Montebourg a voulu rappeler son rôle comme défenseur des milliardaires :

« C'est l'État qui a sauvé PSA de la vraie faillite. C'est moi qui l'ai fait ! » Ce serait aussi grâce à lui qu'on aurait « embauché M. Tavares qui a sauvé Peugeot », et a rendu hommage au l'ex-PDG de Renault Carlos Ghosn.

Montebourg a surtout aidé à fermer l'usine PSA d'Aulnay, Tavares et Ghosn ont supprimé des dizaines de milliers de postes en France et le dernier est un truand en fuite poursuivi par la Justice.

Les présidentielles de 2022 approchent, ça va être difficile de supporter tous les charlatans nationalistes comme Montebourg qui squattent les plateaux de télé.

**Pour fermer une usine... il faut un projet industriel**

Mercredi dernier, les dirigeants de Renault ont confirmé que l'usine de Flins ne produira plus de véhicules neufs à partir de 2024. L'usine doit être transformée en centre de recyclage automobile.

L'usine emploie actuellement 2 600 CDI et 1 100 intérimaires, et tout le monde sait que cette nouvelle activité dite « écologique » est très loin de maintenir l'emploi : actuellement l'activité recyclage n'emploie que 300 salariés dans le groupe. Sous prétexte de « réinventer Flins », la direction veut diviser le site en 4. Elle invente surtout une nouvelle arnaque : son projet est de fermer progressivement le site ou de le vendre. La direction elle-même reconnaît qu'il n'y aura plus qu'autour de 1700 salariés en 2025 à Flins.

**Fermeture de l'usine Renault à Oran (Algérie)**

La fermeture de l'usine Renault d'Oran (où sont produites les Logan, Sandero 2 et Clio 4) a été annoncée, malgré les démentis répétés de la direction depuis plus d'un an. 1 200 ouvriers d'Oran vont perdre leur emploi en deux phases : 476 salariés la semaine dernière, le reste des salariés une fois les derniers kits de pièces détachées montés.

D'autres sites automobiles sont aussi menacés : celui de Renault Sovac (région de Relizane), l'usine TMC (qui assemble des Hyundai), ou celle de Gloviz (région de Batna). Pour combattre les fermetures et que pas un ouvrier ne se retrouve seul face aux licenciements, il sera nécessaire de se coordonner et de se concerter, entre tous les sites... en Algérie et de part et d'autres de la méditerranée.

**Faut pas pousser**

Après Nokia, Bridgestone ou encore Renault, c'est Danone qui vient d'annoncer un « plan d'économie ». En prenant la crise sanitaire comme prétexte, la direction veut supprimer 2 000 postes dans le monde, dont plus de 400 en France.

Une annonce difficile à digérer au vu du 1,7 milliard d'euros de bénéfice engrangé au premier semestre 2020. Ou encore du 1,5 milliard de dividende versé en avril aux actionnaires. Danone a les moyens, pas question de les laisser jouer avec nos emplois !